La Gauche par l'exemple en tant qu'association d'élu-e-s revendique dans ses pratiques une éthique de la vertu républicaine : cela se traduit depuis des années par les démonstrations politiques que nous engageons lorsque nous sommes en responsabilité ou que nous cherchons à susciter lorsque ce n'est pas le cas : élu-e-s exigeant-e-s et engagé-e-s, nous oeuvrons à des radicalités concrètes dans les domaines de l'eau, des déchets, de l'énergie, du logement… ; c'est aussi avoir pour boussole l'intérêt général, pour ancrage le respect de la souveraineté populaire et pour méthode l'implication populaire qui doit la garantir.

Seulement voilà : la sphère publique est victime d'une crise de la représentation, la politique ayant été supplantée par la gestion et les marchandages des technocrates et des élites nationales, nouveaux intermédiaires coloniaux de pouvoirs non-élus.

Le système institutionnel lui-même a été redéfini pour être ce réceptacle a-démocratique : la réforme territoriale et la loi NOTRe ont soustrait du regard des citoyen-ne-s les compétences qui organisent leur vie et les ont ainsi dessaisis de leur pouvoir de décision. Pire, à peine installés dans ces territoires de seconde main, la caste des élu-e-s se précipite pour insuffler des pratiques qui approfondissent le déni démocratique : cumul, indemnités, attributions de marchés aux multinationales dans les champs nouvellement transférés… Pour faire la lumière sur ces manigances, La Gauche par l'exemple lance l'observatoire de L'a-démocratie locale (voir ci-dessous) auquel nous vous proposons de contribuer.

Parallèlement, nous avons vu notre pays tiraillé par un changement culturel souterrain, quasi magmatique, par lequel le climat du moment change : le mécontentement qui hier n'était pas politisé est désormais de plus en plus imputé à ceux qui dirigent. Cela généralise la perception qu'un cycle politique s'achève et qu'un autre va devoir s'ouvrir. En cela, cette colère en mutation traduit une expression plus populaire qu'institutionnelle. Ou quand des citoyens deviennent peuple.

Dans cette période complexe et incertaine, c'est notre insoumission face au lessivage oligarchique qui légitime notre action auprès de nos mandants et nous permet d'être une passerelle vers le nouveau monde. C'est aussi le sens de l'engagement qui est le nôtre derrière la proposition de candidature de Jean-Luc Mélenchon pour l'élection présidentielle de 2017 :

des élu-e-s insoumis pour une France insoumise.